

BIRMANIE-Transports

Naufrage d'un ferry : bilan provisoire de 32 morts, des dizaines de disparus

AFP
(RANGOUN/Birmanie)

LE bilan provisoire d'un naufrage survenu ce week-end en Birmanie a été porté à 32 morts, et des dizaines de passagers sont toujours portés disparus, dont de nombreux étudiants rentrant chez eux pour une fête bouddhiste, ont annoncé les secouristes lundi. "C'est arrivé si vite. La fenêtre était ouverte alors j'ai eu la chance de pouvoir sortir", témoigne auprès de l'AFP Hnin Lei Yee, une ensei-

gnante de 27 ans qui a perdu son bébé dans le drame. "Je ne sais pas nager alors j'ai dû m'accrocher à un morceau de plastique et j'ai été sauvée par le bateau des secouristes", ajoute, en pleurant, celle qui a depuis été reconnaître le corps de sa fille à la morgue. "Nous avons retrouvé 32 corps", a déclaré à l'AFP Sa Willy Frient, responsable des opérations de secours, disant s'attendre à ce que le bilan se révèle bien plus lourd une fois l'épave remontée. De nombreux étudiants se trouvaient sur ce

ferry surchargé qui a coulé dans la rivière Chindwin et assurait la liaison entre Homalin et Monywa, près de Mandalay, grande ville du centre du pays. Sa Willy Frient a précisé que le nombre de personnes à bord était inconnu, dans la mesure où il n'y a pas d'enregistrement précis, mais a estimé qu'il devait y avoir environ 250 passagers, alors que le maximum autorisé était de 150. Cela pourrait porter le bilan définitif à près d'une centaine de morts, à la fin des recherches. Parmi les passagers se

trouvaient de nombreux étudiants et enseignants, ainsi que des ouvriers, rentrant chez eux pour célébrer le festival de Thadingyut, lors duquel les fidèles de toute la Birmanie allument des lanternes en papier et des bougies pour célébrer la descente du ciel de Bouddha. "Il y avait principalement des étudiants de l'université et des enseignants sur le ferry ce jour-là", a confirmé le responsable des secouristes, estimant le nombre d'étudiants à plus de 70 et les enseignants à une trentaine. Quatre membres de

l'équipage ont été arrêtés. Les autorités sont toujours à la recherche d'un autre membre d'équipage et du propriétaire du bateau, a indiqué le directeur des services de secours. Les naufrages sont fréquents en Birmanie. De nombreuses personnes vivant le long de la côte et des installations fluviales facilement inondables dépendent des ferries en mauvais état pour les transporter. Au moins 21 personnes, dont neuf enfants, sont mortes en avril lorsque leur embarcation a chaviré au large de l'Etat Rakhine.

L'Afrique en bref

•**FRANCE-LIBYE-Conflit**
La France a appelé lundi "toutes les forces politiques" libyennes à s'unir sous la bannière du gouvernement de Tripoli, alors se multiplient les gestes d'insoumission contre cet exécutif reconnu par la communauté internationale. "Nous réitérons notre plein soutien au gouvernement d'entente nationale du Premier ministre Fayez Sarraj", a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay Romain Nadal, condamnant "l'occupation par la force du Conseil d'Etat" libyen.

•**ETHIOPIE-Troubles**
Le gouvernement éthiopien a annoncé une trentaine de mesures dans le cadre de l'état d'urgence décrété le 9 octobre, imposant notamment de sévères restrictions pour les déplacements dans le pays et interdisant la consultation de certains médias d'opposition basés à l'étranger.

A travers le monde

•**MONTÉNÉGRO-Serbie-Arrestations**
Le parquet de Podgorica a annoncé lundi la libération de six des vingt Serbes arrêtés au Monténégro pour être soupçonnés d'avoir ourdi un complot visant à écarter du pouvoir le Premier ministre Milo Djukanovic au soir des législatives de dimanche. Le parquet avait affirmé dimanche que ce groupe entendait s'armer et commettre des "attaques" au soir des élections, s'emparer du Premier ministre Milo Djukanovic et proclamer la victoire de partis d'opposition.

•**ABKHAZIE-Médias-Attentat**
Un homme s'est fait exploser dans l'enceinte de la télévision publique en Abkhazie, petit territoire séparatiste géorgien soutenu par la Russie, a annoncé lundi le ministère abkhaze de l'Intérieur, cité par l'agence de presse russe RIA Novosti. "Un individu s'est fait exploser dans l'enceinte de la télévision. Il est clair qu'il avait une bombe (...) et il est probable qu'il n'était pas tout seul", a indiqué le ministre abkhaze de l'Intérieur Aslan Kobakhia, ajoutant qu'une enquête était en cours. Le ministère de l'Intérieur abkhaze a précisé à l'agence de presse russe Interfax que "le corps d'un homme barbu" avait été retrouvé sur les lieux de l'explosion.

NIGER-MALI-Jihadistes

Attaque repoussée d'une prison abritant des "terroristes"

AFP
(NIAMEY/Niger)

LA prison de Koutoukalé, à 50 km au nord-ouest de Niamey, où sont détenus des "terroristes", a été attaquée à 4h00 (03H00 GMT) par des hommes armés qui ont été repoussés, a assuré lundi le ministre nigérien de l'Intérieur Mohamed Bazoum sur les réseaux so-

ciaux. "La prison civile de Koutoukalé où sont détenus de nombreux terroristes, Maliens notamment, a été attaquée à 4h00 ce matin. L'ennemi a été repoussé laissant derrière lui des morts portant des ceintures explosives", selon le ministre. L'attaque survient après l'enlèvement vendredi d'un humanitaire américain que ses ravisseurs ont emmené au Mali voisin.

"Des terroristes lourdement armés ont encore attaqué cette prison de haute sécurité. Ils n'ont pas pu s'approcher de la prison en raison de la fusillade qui a éclaté avec les militaires qui la gardent", a indiqué une source sécuritaire à l'AFP. La prison de haute sécurité de Koutoukalé est considérée comme la plus sûre du pays. C'est là que les autorités gardent les détenus les plus dange-

reux et notamment les éléments jihadistes des groupes sahéliens ou du groupe nigérian Boko Haram. Le 30 octobre 2014, un groupe armé avait attaqué la prison de Ouallam, à 100 km au nord de Niamey, et libéré plusieurs détenus. En juin 2013, la prison civile de Niamey avait été attaquée par un "commando armé", tuant au moins deux gardes péni-

tentaires et blessant trois autres. Les assaillants avaient réussi à exfiltrer 22 "terroristes" dont des combattants de Boko Haram, ainsi que Cheïbane Ould Hama, un "grand criminel" malien, qui était déjà condamné pour l'assassinat de quatre Saoudiens au Niger, près de la frontière malienne, et d'un Américain à Niamey en 2000.

NIGERIA-Enlèvement

Les 21 lycéennes de Chibok libérées de Boko Haram racontent leur détention

AFP
(ABUJA/Nigéria)

LES 21 lycéennes de Chibok, libérées après plus de deux ans entre les mains de la secte islamiste nigérienne Boko Haram, ont retrouvé leur famille dimanche à Abuja et raconté leur difficile condition de détention. Lors d'une cérémonie religieuse tenue en leur honneur, Gloria Dame, l'une d'elles, a expliqué qu'elles avaient vécu pendant un mois et dix jours sans nourriture avant d'être libérées, et qu'une bombe de l'armée nigérienne les avait presque atteintes. "Nous remercions Dieu de nous avoir réunis aujourd'hui. J'étais dans la forêt quand un avion a lancé une bombe juste à côté de moi, mais je n'ai pas été blessée", a-t-elle raconté, visiblement très émue et très affaiblie par la faim.

"Nous n'avions pas de nourriture pendant un mois et dix jours, mais nous ne sommes pas morte, Dieu merci". La jeune femme a raconté leur histoire en langue hausa, lors d'une cérémonie religieuse chrétienne, organisée par les services de sécurité nigériens (DSS), qui sont à l'origine de leur libération, après des négociations avec les islamistes de Boko Haram. Converties à l'islam après leur capture, comme l'avait affirmé sur une vidéo le leader du groupe Abubakar Shekau, les lycéennes de Chibok, en majorité chrétiennes, n'ont pas "pu prier comme elles peuvent le faire aujourd'hui", a raconté Gloria Dame. La cérémonie a été interrompue soudainement lorsque les parents des jeunes filles, capturées en avril 2014, sont arrivés en pleurs, les prenant dans les bras. "Nous pouvons tous voir

l'émotion et la joie des parents", a déclaré le ministre de l'Information Lai Mohamed dans son discours de clôture. Il a ajouté que "les négociations (avec Boko Haram) ne sont pas finies tant que toutes les filles n'ont pas été libérées". "Les négociations sont toujours en cours à l'heure où l'on parle. Bientôt d'autres, bien plus, seront libérées", a assuré le ministre. Contacté par l'AFP, Garba Shehu le porte-parole de la présidence, a révélé que "le groupe affirme que 83 autres jeunes filles seraient libérables sous négociation", soulignant qu'elles ne sont pas aux mains de la faction d'Abubakar Shekau, mais de son rival Mamman Nur. "La faction de Mamman Nur a indiqué sa volonté de libérer des lycéennes", a indiqué le porte-parole. Cette libération arrive alors que Boko Haram est extrêmement divisé. En

août, le groupe Etat islamique, à qui Boko Haram a prêté allégeance, avait désigné un nouveau chef de l'organisation pour l'Afrique de l'Ouest en la personne d'Abou Mosab Al Barnaoui, proche de Mamman Nur. Au lendemain de cette annonce, Shekau avait posté une vidéo sur Youtube affirmant qu'il détenait les jeunes filles, mais n'en avait montré que quelques unes en images, affirmant que les autres avaient été tuées par des raids aériens de l'armée. Le cas des plus de 200 lycéennes de Chibok, enlevées en avril 2014, était un des points forts de campagne du candidat Muhammadu Buhari élu en mai 2015 et elles sont devenues le symbole de l'insurrection qui ravage le nord-est du Nigeria. Relayé par les médias du monde entier, cet enlèvement de masse avait provoqué une vague

d'indignation internationale, notamment sur Twitter sous le hashtag #Brinbackourgirls ("Ramenez-nous nos filles"), relayé jusqu'à la Maison Blanche par la première Dame Michelle Obama. Les 21 lycéennes ont été échangées contre quatre combattants de Boko Haram dans la ville de Banki, à la frontière du Cameroun, selon des sources locales, mais le ministre de l'Information a été catégorique: "Ce n'était pas un échange". L'insurrection de Boko Haram a fait plus de 20.000 morts, 2,6 millions de déplacés depuis 2009, et des milliers de personnes sont toujours entre les mains du groupe. Le nord-est du Nigeria reste relativement inaccessible à cause du conflit et connaît une crise alimentaire sans précédent. 60.000 enfants pourraient mourir de faim d'ici la fin de l'année, selon l'ONU.